



## Assemblée générale

Distr.  
LIMITÉE

A/C.2/44/L.30/Rev.1  
15 novembre 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-quatrième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 82 f) de l'ordre du jour

### DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE : ENVIRONNEMENT

Australie, Bahamas, Canada, Chili, Colombie, Etats-Unis d'Amérique,  
Fidji, Iles Salomon, Mauritanie, Mexique, Nouvelle-Zélande,  
Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Suède, Vanuatu, Zaïre et Zambie :  
projet de résolution

La pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille et  
ses conséquences sur les ressources biologiques de la mer

L'Assemblée générale,

Inquiète de l'accroissement spectaculaire de l'utilisation de filets dérivants, dont la longueur peut atteindre ou dépasser 48 kilomètres, pour la prise en haute mer de ressources biologiques,

Consciente que la pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille est une méthode aveugle et peu rentable qui compromet la conservation effective des ressources biologiques, en particulier des espèces de poissons anadromes et des grands migrants, des oiseaux de mer et des mammifères marins,

Exprimant sa profonde préoccupation devant le fait qu'outre les espèces de poissons recherchées, d'autres espèces de poissons, des mammifères marins, des oiseaux de mer et d'autres êtres vivants faisant partie des ressources biologiques de la mer, dont des espèces en voie d'extinction, risquent d'être pris et de mourir dans les filets dérivants de grande taille, qu'ils soient activement utilisés ou qu'ils soient perdus ou abandonnés,

Constatant que plusieurs milliers de navires de pêche utilisent des filets dérivants de grande taille pour la pêche en haute mer dans l'océan Pacifique, l'océan Atlantique, l'océan Indien, la mer Méditerranée et d'autres eaux au-delà de la zone économique exclusive d'un pays,

Rappelant les principes pertinents de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer,

89-28927 0632z (F)

/...

Rappelant également ses résolutions 42/186 et 42/187 du 11 décembre 1987 sur l'Etude des perspectives en matière d'environnement jusqu'à l'an 2000 et au-delà et sur le rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement,

Affirmant que, conformément aux articles pertinents de la Convention sur le droit de la mer, tous les membres de la communauté internationale ont l'obligation de coopérer, à l'échelon mondial et régional, à la conservation et à la gestion des ressources biologiques hauturières, et de prendre à cette fin, individuellement ou conjointement, les mesures applicables à leurs ressortissants,

Rappelant la responsabilité de tous les membres de la communauté internationale de veiller à la conservation et à la gestion des ressources biologiques de la mer dans les limites de leurs zones économiques exclusives et dans les eaux placées sous leur juridiction,

Notant que les Etats côtiers s'inquiètent aussi de la menace que fait peser sur les stocks de poissons dans les secteurs adjacents à leur zone économique exclusive leur surexploitation,

Notant également que les pays du Forum du Pacifique Sud et de la Commission du Pacifique Sud, conscients des données scientifiques indiquant que la pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille a des conséquences inacceptables sur la vie pélagique de la région, ont demandé d'abandonner cette pratique de pêche dans le Pacifique Sud et d'appliquer des programmes efficaces de gestion,

Notant également que dans leur déclaration adoptée le 11 juillet 1989 à Tarawa, les chefs de gouvernement du Forum du Pacifique Sud ont demandé notamment que la pêche aux filets dérivants soit interdite dans la région, et notant que certains membres de la communauté internationale ont entamé des négociations en vue d'une convention qui prévoirait la cessation de la pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille dans leur zone économique exclusive ou par leurs ressortissants,

Notant en outre que certains membres de la communauté internationale ont pris des mesures collectives de surveillance et de contrôle en vue d'évaluer et d'atténuer les conséquences dommageables de la pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille,

Déclarant que certains membres de la communauté internationale ont pris des mesures pour réduire leurs opérations de pêche aux filets dérivants dans certaines régions pour tenir compte des inquiétudes régionales,

1. Demande à tous ceux qui participent à des opérations de pêche hauturière aux filets dérivants de grande taille de coopérer pleinement avec la communauté internationale en vue de continuer à rassembler des données scientifiques sur les conséquences de ces méthodes de pêche et sur la conservation des ressources biologiques de la mer;

2. Recommande à tous les membres de la communauté internationale d'avoir achevé d'ici le 30 juin 1991, ou plus tôt s'il se dégage un consensus international ou régional, l'examen des données existantes sur les effets de la pêche hauturière

/...

aux filets dérivants de grande taille, et de convenir de mesures collectives de réglementation et de surveillance nécessaires pour atténuer les conséquences dommageables de cette pratique;

3. Demande à tous les membres de la communauté internationale de coopérer plus étroitement à la conservation et à la gestion des ressources biologiques de la mer;

4. Recommande en outre que tous les membres de la communauté internationale conviennent :

a) D'interdire immédiatement la pêche aux filets dérivants dans la région du Pacifique Sud pour empêcher que ses effets sur les pêcheries du Pacifique Sud ne soient gravement dommageables - ou même irrémediables - et pour laisser le temps d'élaborer des programmes complets de gestion des ressources halieutiques;

b) De cesser immédiatement toute nouvelle expansion de la pêche hauturière aux filets dérivants dans le Pacifique Nord pour éviter une menace supplémentaire sur la conservation des ressources biologiques de la mer dans la région;

c) D'interdire toute pêche hauturière aux filets dérivants à partir du 30 juin 1992, à moins qu'il ne soit convenu, ou jusqu'à ce qu'il soit convenu, qu'il est possible de prévenir les conséquences inacceptables de cette pratique et d'assurer la conservation des ressources biologiques de la mer;

5. Demande aux organes, organisations et programmes compétents des Nations Unies d'examiner cette question dans le cadre de leur programme ordinaire d'activités;

6. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les membres de la communauté internationale, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, ainsi que des institutions scientifiques ayant une compétence reconnue dans le domaine des ressources biologiques de la mer;

7. Prie aussi le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-cinquième session, de l'application de la présente résolution;

8. Décide d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session.

-----